

COMMUNICATIONS OFFICIELLES

OFFICIAL NEWS

Les membres du personnel sont censés avoir pris connaissance des communications officielles ci-après.

La reproduction même partielle de ces informations par des personnes ou des institutions externes à l'Organisation exige l'approbation préalable de la Direction du CERN.

MODIFICATIONS AUX STATUT ET RÈGLEMENT DU PERSONNEL

Lors de leurs réunions de décembre 1994, le Comité des finances et le Conseil ont pris plusieurs décisions concernant les Statut et Règlement du personnel, lesquels seront modifiés en conséquence. Dès que les textes modifiés seront disponibles auprès des secrétariats de division vous en serez informés. Les modifications portent sur les éléments suivants:

1. Traitements et cotisations d'assurance maladie

1.1 *Les traitements de base* sont relevés de 0,39% par rapport aux traitements de 1994 à compter du 1^{er} janvier 1995. Cette augmentation a pour but d'éviter la réduction que les traitements de base nets auraient subie sans cela, en raison du relèvement des cotisations sociales.

Il est rappelé également au personnel que, comme dans les années précédentes, les augmentations effectives des traitements connaissent de légères variations, du fait que la valeur des échelons est arrondie au franc le plus voisin.

1.2 *Les rémunérations des attachés rémunérés et des boursiers* sont relevées dans les mêmes proportions que les traitements de base des titulaires, avec effet à la même date.

1.3 Cotisations d'assurance maladie:

Conformément à la Convention avec l'AUSTRIA, à compter du 1^{er} janvier 1995 les primes pour l'assurance obligatoire (c'est-à-dire pour les titulaires et les boursiers) sont portées de 3,39% à 3,42% des traitements de base, et la cotisation de l'Organisation passe de 6,8% à 6,85%.

Le personnel est également informé que les primes pour l'assurance maladie facultative auprès de l'AUSTRIA, dans le cadre du contrat 605/ADM, Annexe I B, seront de 787 CHF pour les personnes relevant des alinéas b, f bis, f ter et i, de 393 CHF par mois pour celles relevant des alinéas c et d et de 315 CHF par mois pour celles relevant de l'alinéa h. L'AUSTRIA facturera des frais administratifs aux personnes payant par d'autres moyens qu'un débit direct.

1.4 Il est rappelé au personnel que, selon ce qui a été décidé précédemment, les taux de cotisation à la Caisse de pensions en 1995 sont portés de 8,75% à 9,0% (cotisation des membres du personnel) et de 20,5% à 21,0% (cotisation de l'Organisation) des traitements de référence, à compter du 1^{er} janvier 1995.

2. Allocation pour frais d'études (Article RA 9.01)

Les plafonds de 12 650 et 14 660 CHF sont portés à 12 770 et 14 810 CHF respectivement, à compter du 1^{er} septembre 1994.

3. Indemnité de subsistance (Article R IV 1.34)

Les taux ont été modifiés à compter du 1^{er} janvier 1995, et l'annexe à la Circulaire administrative N° 19 est modifiée en conséquence. Les allocations aux stagiaires ont été relevées sur la base de la nouvelle indemnité de subsistance pour la Suisse.

Division du personnel
Tél: 4128/4480

Members of the personnel shall be deemed to have taken note of the news under this heading.

Reproduction of all or part of this information by persons or institutions external to the Organization requires the prior approval of the CERN management.

AMENDMENTS TO THE STAFF RULES AND REGULATIONS

At their meetings in December 1994, the Finance Committee and Council took several decisions concerning the Staff Rules and Regulations, which will be amended accordingly. You will be informed as soon as the amended texts are available from Divisional Secretariats. The amendments concern the following:

1. Salaries & Health Insurance Contributions

1.1 *Basic salaries* are increased by 0.39% with effect from 1st January 1995 as compared with 1994 salaries. This is to avoid reduction in net basic salaries which would otherwise have taken place due to increases in social security contributions.

In addition, staff are reminded that, as in past years, small variations occur in the actual increases to salaries, due to roundings to the nearest franc in the value of the steps.

1.2 *The remuneration of Paid Associates and Fellows* is increased in the same proportions as the basic salaries of the Staff and at the same effective date.

1.3 Health insurance contributions:

In accordance with the Agreement with AUSTRIA, premiums for obligatory insurance (e.g. Staff Members, Fellows) are increased from 3.39% to 3.42% of basic salaries, and the contribution of the Organization increases from 6.8% to 6.85%, with effect from 1st January 1995.

Staff are also informed that premiums for voluntary health insurance with AUSTRIA within the Contract 605/ADM Annex I B will be: 787 CHF per month for those falling under headings b, f bis, f ter and i; 393 CHF per month for those falling under headings c and d; 315 CHF per month for those falling under heading h. AUSTRIA will add an administrative fee to those persons paying by other means than direct debit.

1.4 Staff are reminded that, as previously decided, Pension Fund contribution rates are increased for 1995 from 8.75% to 9.0% (Staff Member's contribution) and from 20.5% to 21.0% (Organization's contribution) of reference salaries, with effect from 1st January 1995.

2. Education Grant (Article RA 9.01)

The ceilings of 12,650 and 14,660 CHF have been increased to 12,770 and 14,810 CHF respectively, with effect from 1st September 1994.

3. Subsistence Allowance (Article R IV 1.34)

The rates have been modified with effect from 1st January 1995 and the Annex to Administrative Circular No. 19 is amended accordingly. Allowances for students have been increased on the basis of the new subsistence allowance for Switzerland.

Personnel Division
Tel: 4128/4480

COMPOSITION DE LA COMMISSION PARITAIRE CONSULTATIVE DE DISCIPLINE
Exercice 1994-1995

COMPOSITION OF THE JOINT ADVISORY DISCIPLINARY BOARD
1994-1995 Exercise

Nommés par le Directeur de l'Administration
Appointed by the Director of Administration

Nommés par l'Association du Personnel
Appointed by the Staff Association

Membres/ <i>Members</i>	Diether BLECHSCHMIDT / PPE	Derek BALL / AS
1ers suppléants/ <i>1st deputies</i>	Bernhard DANNER / SL	Georges CANIAC / SL
2 ^{em} es suppléants/ <i>2nd deputies</i>	Manfred HÖFERT / TIS / PS	Michel BONNET / PPE

Messieurs Blechschmidt et Ball ont établi comme suit la liste des personnes parmi lesquelles sera choisi le Président de la Commission :

Messrs. Blechschmidt and Ball have drawn up the following list of persons from which the Chairman of the Board will be chosen :

Alan BLYTHE / DSU	Mlle Brigitte LORENZ / AS
Mme Laure ESTEVENY / AS	Michel MAYOUD / AT
Vincent HATTON / DSU	Mme Josephine SCHINZEL / AT
Guy HENTSCH / DSU	Thomas TAYLOR / AT
Pier Giorgio INNOCENTI / ECP	Mlle Margaretha VAN DER STROOM / FI

Division du Personnel
Tél. 4128

Personnel Division
Tel. 4128

FERMETURE DE FIN D'ANNEE 1995/1996

Information anticipée

Le Laboratoire sera fermé du vendredi 22 décembre 1995 au mercredi 3 janvier 1996 **inclus**. Le premier jour de travail sera le jeudi 4 janvier 1996.

Division du Personnel
Tél. 4128

END-OF-YEAR CLOSURE 1995/1996

Advance notification

The Laboratory will be closed from Friday 22 December 1995 to Wednesday 3 January 1996, **inclusive**. The first working day will be Thursday 4 January 1996.

Personnel Division
Tel. 4128

COMMISSION PARITAIRE CONSULTATIVE DES RECOURS

La Commission paritaire consultative des Recours s'est réunie pour examiner le recours introduit par Madame Daria SCHICKEL-ZUBER, contre la décision de rejet de sa demande visant à la reconnaissance du caractère professionnel de sa maladie.

L'intéressée n'ayant pas formulé d'objection, les recommandations de la Commission et la décision définitive du Directeur général sont portées à la connaissance du personnel, conformément à l'Article R VI 1.11 du Règlement du Personnel.

Ces documents seront donc affichés aux tableaux du Bâtiment de l'Administration (No 60) du 13 au 27 janvier 1995.

Division du Personnel
Tél. 4128

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE DE PENSIONS

La quarante-sixième réunion du Conseil d'administration de la Caisse de pensions a eu lieu en date du 6 décembre. A cette occasion, le Conseil d'administration a entendu le Président du Comité de placement, G. Maurin, lui faire rapport sur la séance que le comité a tenue le 30 novembre. Le Comité de placement a reconduit pour une année, à compter du 1^{er} janvier 1995, les mandats des membres actuels des Commissions de gestion mobilière et immobilière. Il a préparé les directives de placement pour l'année prochaine, qui seront proposées au Conseil d'administration lors de sa prochaine réunion, le 7 février 1995. Enfin, il a examiné la performance réalisée par les gestionnaires extérieurs jusqu'à fin octobre. L'après-midi, le comité a poursuivi sa séance en présence des experts qui ont présenté une étude sur les facteurs de succès associés au management d'entreprises multinationales, avec comme objectif de mieux apprécier les entreprises dans lesquelles la Caisse pourrait investir.

Pour l'essentiel, le reste de la séance du Conseil d'administration a été consacré à la question de l'adaptation des pensions. Le Conseil d'administration s'est penché sur les raisons et sur les conséquences du vote indicatif du Comité des finances lors de sa séance du 11 novembre en faveur d'une proposition visant à ne pas indexer les pensions au coût de la vie à Genève pendant la période de référence mais à aligner le relèvement des pensions sur celui des traitements des membres du personnel de l'Organisation. Le Conseil d'administration a réitéré la position qu'il avait prise à cet égard, en l'occurrence de demander, par la voix de son président, au Conseil du CERN lors de sa session de décembre que les pensions soient adaptées selon l'indice du coût de la vie à Genève (1 % à compter du 1^{er} janvier 1995). Il a par ailleurs insisté pour que ses membres expriment l'opinion qui est celle du Conseil d'administration de la Caisse et qu'en cas de divergence de

JOINT ADVISORY APPEALS BOARD

The Joint Advisory Appeals Board was convened to examine the appeal lodged by Mrs Daria SCHICKEL-ZUBER, against the decision to reject her request for the recognition of the occupational nature of her illness.

As the appellant has not objected, the recommendations of the Board and the final decision of the Director-General are brought to the notice of the personnel in accordance with Article R VI 1.11 of the Staff Regulations.

The relevant documents will therefore be posted on the notice boards of the Administration Building (No 60) from 13 to 27 January 1995.

Personnel Division
Tel. 4128

GOVERNING BOARD OF THE PENSION FUND

The forty-sixth meeting of the Governing Board of the Pension Fund was held on 6 December. On this occasion the Governing Board heard a report given by the Chairman of the Investment Committee, G. Maurin, of the Committee's meeting on 30 November, at which the terms of office of the present members of the Movable Assets and Real Estate Management Committees were extended for a year from 1st January 1995. The Committee had drawn up the investment guidelines for next year to be put before the Governing Board at its next meeting on 7 February 1995. Finally, it had examined the performances of the outside managers up to the end of October. The Committee had continued its meeting during the afternoon in the presence of experts who presented a study on the success factors associated with the management of multinational firms with the aim of obtaining a clearer view of the companies in which the Fund might invest.

The remainder of the meeting of the Governing Board was essentially devoted to the matter of pension adjustments. The Governing Board addressed the reasons for and consequences of the indicative vote of the Finance Committee at its meeting on 11 November in favour of a proposal not to use the cost of living in Geneva during the reference period as an index for pensions but to align pension increases on those made in the salaries of the members of the Organization's staff. The Governing Board confirmed its attitude in this respect which was, via its Chairman, to ask the CERN Council at its December meeting to adjust pensions in accordance with the cost of living in Geneva (1% from 1st January 1995). It also insisted that its members should express the views of the Governing Board and, in the event of a divergence of views, to respect their duty to be reserved. It took note that the differential indexation of pensions and salaries would be one of the matters to be given priority by the actuary in his study. In any